



## **REQUÊTE EN AUTORISATION D'EXPLOITER UN COMMERCE SOUMIS A LA LTGVEAT**

### **FORMULAIRE O : DEMANDE D'AUTORISATION DE VENTE A L'EMPORTER DE BOISSONS ALCOOLIQUES**

**Catégorie de la demande :**

Exploiter un commerce

**Sous-catégorie de la demande :**

Vente d'alcool à l'emporter

#### **REMARQUE PRÉLIMINAIRE IMPORTANTE**

L'activité faisant l'objet de la présente requête ne peut être exercée sans l'autorisation formelle de notre Direction.

L'autorisation, strictement personnelle et intransmissible, ne peut être accordée qu'à une personne physique, soit pour son propre compte, soit pour le compte d'une société commerciale ou d'une personne morale qu'elle a, en fait et en droit, le pouvoir de diriger, d'engager et de représenter.

L'autorisation est délivrée à condition que le requérant offre, par ses antécédents et son comportement, toute garantie que l'établissement soit exploité conformément aux dispositions de la LTGVEAT et aux prescriptions en matière de police des étrangers, de sécurité sociale et de droit du travail (paiement des cotisations sociales des employés, respect du salaire minimum, etc.).

L'autorisation est délivrée pour un établissement et des locaux déterminés pour une période de 4 ans renouvelable sur requête. Cette dernière doit être déposée 2 mois avant l'échéance de la période de validité.

L'autorisation doit être requise lors de chaque création ou de reprise d'un commerce existant.

L'attention des requérants est attirée sur le fait que **la Direction de la police du commerce et de lutte contre le travail au noir n'accepte et ne traite que les requêtes complètes munies de toutes les pièces requises.** Les dossiers incomplets seront retournés au requérant. Si l'instruction de la requête le nécessite, la Direction peut demander des documents supplémentaires ou des renseignements complémentaires.

Le traitement de la demande donnera lieu à la perception d'un émolument.

**Type de la demande** (une seule coche possible) Nouvelle demande d'autorisation Renouvellement de l'autorisation

Numéro de l'autorisation : .....

**Vente par internet** Internet**1. REQUÉRANT (personne déposant la présente requête)** Madame     Monsieur

Nom : ..... Prénom : .....

Nom de naissance : ..... Date de naissance : .....

**Adresse**

Rue : ..... Numéro : .....

Complément de rue : ..... NPA : .....

Localité : .....

Canton : ..... Pays : .....

Téléphone fixe : ..... Téléphone portable : .....

E-mail : .....

**2. ENTREPRISE**

Numéro IDE : .....

Raison sociale nom : .....

Complément raison sociale : .....

**Nature juridique** Société à responsabilité limités (SàRL)     Société anonyme (SA)     Société coopérative Société en nom collectif (SNC)     Société en commandité     Société simple Entreprise individuelle Fondation Association**Adresse**

Rue : ..... Numéro : .....

Complément de rue : .....

NPA : ..... Localité : .....

Canton : ..... Pays : .....

Téléphone fixe : ..... Fax : .....

E-mail : .....

Site internet : https:// .....

En cas de pouvoir de signature collectif, veuillez saisir pour chaque représentants les coordonnées, même si elles sont identiques à celles du requérant. Si plus de 3 représentants, veuillez transmettre les coordonnées dans une page annexe comme indiqué ci-dessous.

## **2.1 Représentant 1 de l'entreprise<sup>1</sup>**

Madame  Monsieur

Nom : ..... Prénom : .....

Nom de naissance : .....

Date de naissance (jour/mois/année) : .....

### Adresse

Rue : ..... Numéro : .....

Complément de rue : ..... NPA : .....

Localité : .....

Canton : ..... Pays : .....

Téléphone fixe : ..... Téléphone portable : .....

E-mail : .....

Nationalité : ..... Type de permis de travail : .....

Date de validité permis de travail (jour/mois/année) : .....

### **Sécurité sociale et droits au travail :**

L'entreprise ou le représentant de l'entreprise est-il employeur ou a-t-il été employeur dans les 12 derniers mois ?

OUI  NON

## **2.2 Représentant 2 de l'entreprise**

Madame  Monsieur

Nom : ..... Prénom : .....

Nom de naissance : .....

Date de naissance (jour/mois/année) : .....

### Adresse

Rue : ..... Numéro : .....

<sup>1</sup> On entend par représentant : les associés (pour la société simple, la SNC, et la société en commandite), le président et la personne qui exerce la direction de la société (pour la SA, la SARL, la Coopérative, la Fondation, et l'Association).

Complément de rue : ..... NPA : .....  
Localité : .....  
Canton : ..... Pays : .....  
Téléphone fixe : ..... Téléphone portable : .....  
E-mail : .....  
Nationalité : ..... Type de permis de travail : .....  
Date de validité permis de travail (jour/mois/année) : .....

### 3. ÉTABLISSEMENT

Ne pas renseigner, si la demande concerne une vente par internet.

Enseigne/nom de l'établissement : .....

#### Adresse

Rue : ..... Numéro : .....

Complément de rue : .....

NPA : ..... Localité : .....

Canton : ..... Pays : .....

Téléphone fixe : ..... Fax : .....

E-mail : .....

Site internet : https://.....

### 4. LOCAL DE L'ACTIVITÉ (catégorie de l'établissement)

#### Une seule coche possible

#### **4.1 Catégorie de l'établissement voué au commerce**

- ETABLISSEMENT PUBLIC (poursuivre en remplissant le chapitre 4.2)  
 MAGASIN (poursuivre directement au chapitre 5)  
 INTERNET (poursuivre directement au chapitre 5)

#### **4.2 Catégorie de l'établissement voué à la restauration ou au débit de boissons (art 5 LRDBHD) Ne pas renseigner, si la demande concerne une vente par internet**

- CAFÉ-RESTAURANT (article 5 al. 1 let. a LRDBHD)  
 BAR (article 5 al. 1 let. a LRDBHD)  
 DANCING (article 5 al. 1 let. b LRDBHD)  
 CABARET-DANCING (article 5 al. 1 let. b LRDBHD)

- BUVETTE PERMANENTE (article 5 al. 1 let. c LRDBHD)  
 BUVETTE PERMANENTE DE SERVICE RESTREINT (article 5 al. 1 let. d LRDBHD)  
 BUVETTE ASSOCIATIVE (article 5 al. 1 let. e LRDBHD)

**Catégorie de l'établissement voué à l'hébergement**

- HOTEL (article 5 al. 1 let. f LRDBHD)  
 AUTRE ETABLISSEMENT VOUÉ A L'HÉBERGEMENT (article 5 al. 1 let. f LRDBHD)

**Catégorie de l'établissement voué au divertissement**

- SALON DE JEUX

**5. LIEUX DE STOCKAGE**

**5.1 Lieu de stockage 1 (une seule coche possible)**

- CAVE  
 DÉPÔT  
 MAGASIN

Adresse

Rue : ..... Numéro : .....

Complément de rue : .....

NPA : ..... Localité : .....

Canton : ..... Pays : .....

**5.2 Lieu de stockage 2 (si plusieurs lieux de stockage)**

- CAVE  
 DÉPÔT  
 MAGASIN

Adresse

Rue : ..... Numéro : .....

Complément de rue : .....

NPA : ..... Localité : .....

Canton : ..... Pays : .....

## 6. TITULAIRE DE L'AUTORISATION

Veillez saisir les informations de l'exploitant, même si elles sont identiques à celles du requérant

### Exploitant

Madame     Monsieur

Nom : ..... Prénom : .....

Nom de naissance : .....

Date de naissance (jour/mois/année) : .....

### Adresse

Rue : ..... Numéro : .....

Complément de rue : ..... NPA : .....

Localité : .....

Canton : ..... Pays : .....

Téléphone fixe : ..... Téléphone portable : .....

E-mail : .....

Nationalité : ..... Type de permis de travail : .....

Date de validité permis de travail (jour/mois/année) : .....

**Le titulaire de l'autorisation est-il employeur ou a-t-il déjà été employeur durant les douze derniers mois :**

OUI     NON

## 7. PRESTATIONS DEMANDÉES

Veillez cocher la/les case(s) faisant l'objet de votre demande :

Boissons distillées (article 4 al.1 let. b LTGVEAT)

Boissons fermentées (article 4 al.1 let. c LTGVEAT)

## REMARQUES IMPORTANTES

La Direction de la police du commerce et de lutte contre le travail au noir doit être en possession de l'original de la présente requête munie de toutes les pièces listées ci-dessous. Elle peut être déposée au guichet de la Direction de la police du commerce et de lutte contre le travail au noir (Rue de Bandol 1, 1213 Onex – 1<sup>er</sup> étage) ou transmise par voie postale.

### 8. LISTE DES PIÈCES A FOURNIR A L'APPUI DE LA REQUÊTE

#### A) Pièces relatives à l'exploitant

- 8.1 Copie de la **pièce d'identité**
- 8.2 Copie du **permis d'établissement ou du permis de séjour UE/AELE valable**<sup>2</sup>
- 8.3 **Certificat original de capacité civile** délivré par le Tribunal de protection de l'adulte et de l'enfant, daté de moins de trois mois avant le dépôt de la requête<sup>3</sup>
- 8.4 Extrait original du **casier judiciaire suisse**, daté de moins de trois mois avant le dépôt de la requête, quel que soit le lieu de domicile
- 8.5 Extrait original du **casier judiciaire du pays de domicile**, daté de moins de trois mois avant le dépôt de la requête<sup>4</sup>
- 8.6 **Certificat original de bonne vie et moeurs**, daté de moins de trois mois avant le dépôt de la requête<sup>5</sup>
- 8.7 **Attestation prouvant que le requérant ou la personne morale pour le compte de laquelle l'autorisation est demandée s'est acquitté(e) envers ses employés des prestations sociales (AVS/AI/LPP)** durant les douze derniers mois précédant le dépôt de la requête<sup>6</sup>
- 8.8 Copie du **contrat de travail**<sup>7</sup>

#### B) Pièces relatives à l'entreprise

- 8.9 Extrait du **registre du commerce** attestant que le requérant dispose d'un pouvoir de signature au sein de la personne morale
- 8.10 **Extrait du registre foncier**<sup>8</sup>
- 8.11 Copie du **contrat de bail à loyer, de sous-location ou de gérance**
- 8.12 **Attestation du bailleur** (propriétaire des locaux) autorisant la sous-location ou la mise en gérance<sup>9</sup>

<sup>2</sup> Pièce à produire uniquement si l'exploitant n'est pas de nationalité suisse.

<sup>3</sup> Si le requérant n'est pas domicilié en Suisse et que son pays de domicile ne délivre pas ce type d'attestation, il doit produire à l'appui de sa requête, une attestation manuscrite, datée et signée, par laquelle il atteste avoir l'exercice des droits civils, ne pas faire l'objet d'une mesure de curatelle et jouir d'une bonne réputation.

<sup>4</sup> Pièce à produire uniquement si le requérant est domicilié hors de Suisse.

<sup>5</sup> Si le requérant n'est pas domicilié à Genève, il doit produire à l'appui de sa requête, tout document équivalent.

<sup>6</sup> Pièce à produire uniquement si le requérant ou la personne morale est employeur ou qu'il/elle a été employeur dans les douze derniers mois précédant le dépôt de la requête.

<sup>7</sup> Pièce à produire si le requérant agit pour le compte d'une personne morale.

<sup>8</sup> Pièce à produire uniquement si le requérant est propriétaire des locaux.

<sup>9</sup> Pièce à produire uniquement si le requérant est sous-locataire des locaux ou s'il existe un contrat de gérance.

\*\*\*

L'attention des requérants est attirée sur le fait que la Direction de la police du commerce et de lutte contre le travail au noir peut :

- ordonner la production de tout document ou pièce lui permettant d'établir si les conditions d'octroi de l'autorisation sollicitée sont remplies

Le dossier n'est complet qu'à réception des pièces complémentaires et des éventuels préavis requis par la Direction de la police du commerce et de lutte contre le travail au noir.

Les parties signataires sont rendues attentives sur le fait que le dossier relatif à la présente requête en autorisation est librement accessible au propriétaire de l'établissement et à l'exploitant désigné. Ceci vaut également pour les données personnelles relatives à l'exploitant communiquées à l'appui de la requête.

**ATTESTATION SUR L'HONNEUR**

Par leur signature, **les requérants attestent sur l'honneur que les informations contenues dans le présent formulaire, ainsi que les pièces produites, sont exactes et conformes à la réalité.** Toute information indiquée de manière volontairement erronée à la Direction de la police du commerce et de lutte contre le travail au noir pourra remettre en cause la validité de l'autorisation délivrée.

De par sa signature, l'exploitant s'engage à gérer de manière personnelle et effective l'établissement pour lequel il sollicite l'autorisation d'exploiter.

**Exploitant**

Lieu : ..... Date : .....

Nom et prénom : ..... Signature : .....

**Représentant(s) de l'entreprise<sup>9</sup>**

Lieu : ..... Date : .....

Nom et prénom : ..... Signature et tampon : .....

Nom et prénom : ..... Signature et tampon : .....

Nom et prénom : ..... Signature et tampon : .....

<sup>9</sup> En cas de pouvoir de signature collectif: le présent formulaire n'est réputé valablement signé par la personne morale propriétaire de l'établissement que s'il est contresigné par les représentants pouvant engager conjointement la société propriétaire.